

Questions orales

Mme Campagnolo: Pour ce qui est de Miracle Mart, Loto Canada se tourne évidemment vers un secteur qui n'était pas bien desservi jusqu'à maintenant. Ce geste n'aura aucune incidence négative sur les ventes de nos détaillants actuels, et je crois que le député devrait prendre davantage garde à la façon dont il abaisse nos grossistes. Nous en avons 187 d'un bout à l'autre du pays et ils nous donnent un excellent service. Le mode de vente pour lequel nous avons opté représente une pratique commerciale normale dans tout autre type de société.

* * *

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES**LES RÉPERCUSSIONS DE LA LOI SUR LE BOYCOTTAGE—LES MESURES ENVISAGÉES PAR LE GOUVERNEMENT**

M. Joe Clark (chef de l'opposition): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au vice-premier ministre. Le vice-premier ministre peut-il dire à la Chambre des communes si le ministre de l'Industrie et du Commerce exprimait la politique du gouvernement quand il a dit que la loi ontarienne contre le boycottage était préjudiciable au commerce extérieur du Canada, et quand il a poursuivi en disant, et je cite textuellement: «Nous ne voulons certes pas perdre notre commerce avec les pays arabes»?

Le gouvernement du Canada a-t-il adopté une position selon laquelle sa principale préoccupation en matière de lois anti-boycottage est d'éviter de nuire à notre commerce avec les pays arabes?

L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et président du Conseil privé): Monsieur l'Orateur, sur ce dernier point, le chef de l'opposition doit savoir que la politique du gouvernement du Canada—et je crois que les Canadiens approuvent cette position—est que le Canada doit commercer avec tous les pays sauf ceux qui font l'objet d'un embargo décrété par l'Organisation des Nations Unies. Voilà la politique que nous avons observée.

A propos de la question plus fondamentale qui, sauf erreur, suscite l'inquiétude du chef de l'opposition, je lui dirai que le gouvernement du Canada a pour politique de déplorer et de désapprouver toute mesure de boycottage susceptible de porter atteinte aux droits fondamentaux des Canadiens. C'est un élément fondamental de notre politique. C'est un principe élémentaire.

Des voix: Bravo!

M. MacEachen: Les gouvernements ne sont pas tous d'accord sur l'attitude à adopter à l'égard de ce boycottage. Ainsi, le gouvernement de l'Ontario a pris des mesures dont le ministre de l'Industrie et du Commerce a parlé en s'appuyant vraisemblablement sur certaines données dont il dispose concernant les échanges commerciaux. Ce n'est donc pas vraiment une question d'opinion ou de politique. Il s'agit de faits tirés des dossiers du ministre. Nous avons réagi en l'occurrence comme il le fallait, en présentant à la Chambre un bill concernant les boycottages que nous mettrons en délibération le plus tôt possible.

[M^{me} Campagnolo.]

M. Clark: Monsieur l'Orateur, le vice-premier ministre a tourné autour du pot lorsqu'on lui a demandé si le ministre de l'Industrie et du Commerce exprimait aussi la position du gouvernement lorsqu'il a parlé en tant que ministre. J'aimerais que le vice-premier ministre réponde à cette question fondamentale.

J'aimerais en outre qu'il nous dise à quel moment il entend saisir le Parlement, de façon que nous puissions présenter nous-mêmes des propositions d'amendement, du bill que le gouvernement a déjà présenté à la chambre et que nous estimons insuffisant. Quand en saisira-t-il la chambre? S'agira-t-il d'un bill prioritaire? Le vice-premier ministre ne reconnaît-il pas que s'il n'était pas jusque là prioritaire, les déclarations de son collègue l'ont rendu prioritaire?

M. MacEachen: Monsieur l'Orateur, deux fois déjà j'ai informé la Chambre que j'étais prêt à la saisir de ce bill et à favoriser son adoption en une seule journée, avec l'accord des différents partis. Le chef de l'opposition nous dit maintenant qu'il s'oppose à ce bill et qu'il tient à présenter des propositions d'amendement. Dans ces conditions, l'accord visant la présentation et l'adoption de ce bill en une seule journée ne saurait plus s'appliquer.

M. Clark: Monsieur l'Orateur, l'une des raisons pour lesquelles nous aimerions qu'il y ait un débat est que cela nous permettrait d'entendre l'opinion de tous les ministres car ils ne sont pas tous d'accord sur ce bill anti-boycottage. Cependant, nous estimons que le bill, tel qu'il est formulé à l'heure actuelle, est absolument insuffisant et nous désirons y apporter des amendements. Nous les proposerions et en discuterions avec célérité. Nous ne pouvons accorder au vice-premier ministre un délai qui lui permettrait . . .

Des voix: Oh, oh!

M. Lang: Pourriez-vous nous donner vos amendements?

M. Clark: Bien sûr.

M. Lang: Nous laisseriez-vous voir vos amendements?

M. Clark: Nous n'avons pas l'intention de permettre au gouvernement d'imposer la clôture au débat sur ce bill comme il a tenté de le faire avec d'autres bills, mais nous voulons lui accorder un délai raisonnable pour présenter un bill que nous étudierons aussi dans des délais raisonnables.

Après avoir obtenu cette garantie, le vice-premier ministre pourrait-il nous dire précisément quand il a l'intention de présenter ce bill à la Chambre afin que nous puissions l'amender et avoir une politique nationale sur les pratiques de boycottage auxquelles se livrent les autres pays au lieu de devoir nous en remettre aux politiques des provinces, une politique que condamne le ministre fédéral responsable.

M. MacEachen: Monsieur l'Orateur, je crois qu'il est important de souligner ce que le chef de l'opposition vient de dire. A deux reprises, j'ai proposé à la Chambre de présenter ce bill à la condition qu'elle accepte de lui faire franchir toutes les étapes de l'adoption en un jour.

M. Lawrence: D'agir en machine à voter.

Une voix: Nous ne siégeons pas à votre arrière-ban.